

LE PROCHAIN AMBASSADEUR D'ISRAËL AU CAIRE

Fils d'une ex-espionne au Liban

Le prochain ambassadeur d'Israël en Egypte, Itzhak Levanon, 65 ans, est le fils d'une ex-espionne israélienne, jadis condamnée à mort au Liban, a-t-on appris hier de source gouvernementale.

«La nomination de ce diplomate chevronné, arabisant et orientaliste, doit encore être formellement approuvée par le gouvernement.

Il remplacera ensuite Shalom Cohen, l'ambassadeur sortant, a précisé un responsable du ministère des Affaires étrangères, sous couvert de l'anonymat.

Natif du Liban, marié et père de famille, M. Levanon a été ambassa-

deur auprès des institutions de l'ONU à Genève, consul général à Boston et Montréal et assume actuellement les fonctions de directeur général du département de son ministère pour les médias arabes.

«M. Levanon est né au Liban, et sa mère, née Shoulah Cohen-Kichik, aujourd'hui âgée de 92 ans, a été torturée et condamnée à mort par les autorités libanaises en



Yitzhak Levanon.

1961 pour espionnage pendant 14 ans au profit d'Israël», a expliqué le responsable.

Cette ex-espionne a fait appel de cette sentence et a finalement dû purger une peine de prison jusqu'à son élargissement à la faveur d'un échange de prisonniers survenu après la guerre israélo-arabe de juin 1967.

La mère du prochain ambassadeur d'Israël en Egypte réside à Jérusalem et a été officiellement distinguée, il y a deux ans, pour sa contribution à la sécurité de l'Etat hébreu.

Photos : DF

VISITE DU ROI D'ESPAGNE EN TUNISIE

Annulée en raison d'une «indisposition» de Ben Ali

Une visite officielle du roi d'Espagne Juan Carlos prévue aujourd'hui en Tunisie a été annulée en raison d'une indisposition de son hôte Zine El Abidine Ben Ali, a-t-on appris hier de sources concordantes à Tunis et à Madrid.

L'annulation de cette visite officielle a été annoncée hier en milieu de journée par le ministère espagnol des Affaires étrangères, qui a fait état d'une «indisposition» du président tunisien.

Le président Ben Ali, atteint d'une «inflammation aiguë du pharynx», doit

observer une période de repos de cinq jours sur les conseils de son médecin, a ensuite annoncé le porte-parole de la présidence tunisienne, cité par l'agence gouvernementale TAP. Ni le porte-parole ni l'agence n'ont fait état de la visite du roi d'Espagne dont l'annulation a été en revanche confirmée de source diplomatique tunisienne.

Selon cette source, le couple royal espagnol était attendu aujourd'hui et demain pour une visite officielle au cours de laquelle le roi Juan Carlos devait, entre autres, rencontrer le chef de l'Etat tunisien. Des hommes d'af-

aires espagnols devant participer à un forum mixte au programme de la visite royale se trouvaient hier à Tunis et devaient regagner Madrid, a-t-on ajouté. La Tunisie et l'Espagne sont liées par un pacte d'amitié et de bon voisinage qui donne lieu à des visites régulières des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères.

Le roi d'Espagne s'est rendu deux fois en visite officielle en Tunisie, sa dernière remontant à 2004. La nouvelle visite de Juan Carlos et de son épouse, la reine Sofia, a été reportée à une date ultérieure restant à déterminer, a indiqué le ministère espagnol. Le roi devait se rendre en Tunisie puis à Malte, où sa visite est maintenue mercredi et jeudi, selon les autorités espagnoles.



Publicité

PENSÉE



Nous dédions cette heureuse victoire à notre cher et regretté

**MANA SMAIL
dit «SALOUH»**

**ravi prématurément à l'affection des siens.
Repose en paix notre cher frère, l'Algérie
est qualifiée pour la Coupe du monde.
Tu resteras à jamais gravé dans nos cœurs.**

**«A Dieu nous appartenos
et à Dieu nous retournons»**

BELGIQUE

Les ONG démontent un camp pour réfugiés au cœur de Bruxelles

Cinq ONG, dont Médecins sans frontières (MSF), ont démonté lundi le «camp pour réfugiés» qu'elles avaient dressé la semaine dernière au cœur de Bruxelles, après le déblocage de nouvelles places d'accueil pour demandeurs d'asile décidé par le gouvernement belge.

«Nous allons continuer à évaluer la situation sur le terrain et à examiner ce que les cabinets mettent réellement en place», a expliqué à l'AFP Malou Gay, directrice générale adjointe de l'association «Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers» (Ciré), l'une des ONG à l'origine de l'action. «Les mauvaises conditions climatiques et l'ultimatum des autorités communales, qui ne voulaient pas qu'on reste plus tard que ce lundi, nous ont poussé à

lever le camp», a-t-elle ajouté.

«Nous estimons aussi qu'un premier pas a été réalisé» avec l'annonce de la création de nouvelles places, a souligné la responsable du Ciré. Les autorités belges devaient, en principe, trouver une solution d'accueil pour une «majorité» des personnes ayant été accueillies dans le camp, selon Stephan Goetghebuer, directeur «opérations» au siège bruxellois de MSF.

Durant cinq nuits, ce camp, composé d'une quinzaine de tentes dressé sur le modèle de ceux habituellement mis sur pied dans les zones de conflits ou de catastrophe naturelle, a offert un refuge à une cinquantaine de demandeurs d'asile, dont des femmes enceintes et un bébé d'un an, selon les associa-

tions. Le camp avait été installé mercredi dans un parc du quartier de la gare du Nord de Bruxelles, au pied d'immeubles de bureaux, sans l'aval des autorités. Vendredi, le gouvernement d'Herman Van Rompuy a annoncé le déblocage à court terme de 400 places provisoires et, à partir de décembre, de 450 places «structurelles» dans différents bâtiments publics.

La Belgique, comme les autres Etats européens, a l'obligation d'héberger les demandeurs d'asile ayant introduit une demande en bonne et due forme pendant l'examen de leur dossier. Mais, faute de places suffisantes, des dizaines, voire des centaines de demandeurs d'asile étaient livrés à eux-mêmes chaque jour depuis des mois, selon les associations.

RUSSIE

Medvedev promet une loi pour soutenir les ONG

Le président russe Dmitri Medvedev, qui cultive une image plus progressiste que celle de son prédécesseur Vladimir Poutine, a promis hier une législation pour renforcer le rôle des ONG en Russie. «Un projet de loi à ce sujet a été préparé», a déclaré M. Medvedev lors d'une rencontre avec des dirigeants d'ONG au Kremlin. Le président russe avait promis le 12 novembre, lors de son discours annuel sur l'état de la nation, d'encourager le travail des ONG dans le domaine social, en leur permettant notamment de bénéficier de financements d'Etat et d'avantages fiscaux. Le gouvernement

russe «assignera cette année 1,2 milliard de roubles (41,6 millions de dollars) pour soutenir» les ONG, a-t-il ajouté.

Fin juillet, Dmitri Medvedev a déjà promulgué des amendements à une loi adoptée en 2005 sous son prédécesseur Vladimir Poutine et dénoncée alors par l'Occident et les défenseurs des libertés, qui y voient une entrave au travail des ONG en Russie. Ces changements allègent notamment les contrôles auxquels sont soumis les ONG et réduisent le nombre de motifs pour lesquels une organisation peut se voir refuser un enregistrement.